



CHAPITRE 27

Loi modifiant la Loi des différends ouvriers
de Québec

[Sanctionnée le 11 mars 1948]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'As-
semblée législative de Québec, décrète ce
qui suit:

S.R.,
c. 167,
a. 10, am.

1. L'article 10 de la Loi des différends
ouvriers de Québec (Statuts refondus,
1941, chapitre 167) est modifié

a) en ajoutant après le mot "notifiée",
dans la septième ligne du troisième alinéa,
les mots "et cette dernière doit nommer
ses conciliateurs et remettre au greffier,
dans les six jours de la réception de cet
avis, l'écrit constatant cette nomination";

b) en ajoutant après le mot "remplie",
dans les première et deuxième lignes du
quatrième alinéa, les mots "dans les six
jours de l'ouverture de cette vacance,".

Id., a. 17,
am.

2. L'article 17 de ladite loi est modifié
en ajoutant après le mot "doit", dans la
quatrième ligne du second alinéa, les mots
", avec toute la diligence possible, mais
dans un délai n'excédant pas dix jours,".

Id., a. 18,
am.

3. L'article 18 de ladite loi, modifié
par l'article 1 de la loi 11 George VI,
chapitre 54, est de nouveau modifié

a) en ajoutant après le mot "cana-
diens", dans la quatrième ligne du para-
graphe 1, le mot "majeurs";

b) en remplaçant le paragraphe 2 par le
suivant:

CHAPTER 27

An Act to amend the Quebec Trade
Disputes Act

[Assented to, the 11th of March, 1948]

HIS MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Que-
bec, enacts as follows:

1. Section 10 of the Quebec Trade R.S.,
Disputes Act (Revised Statutes, 1941, c. 167,
chapter 167) is amended

a. by adding after the word "received",
in the seventh line of the third paragraph
thereof, the words "and this latter shall
appoint its conciliators and remit to the
clerk, within the six days following such
notice, the document recording such ap-
pointment";

b. by adding after the word "filled", in
the first line of the fourth paragraph the
words "within the six days following the
opening of such vacancy,".

2. Section 17 of the said act is amended Id., s. 17,
by adding after the word "shall", in the am.
fourth line of the second paragraph there-
of, the words "with all possible
dispatch, but with a delay not exceeding
ten days,".

3. Section 18 of the said act, amended Id., s. 18,
by section 1 of the act 11 George VI, am.
chapter 54, is again amended

a. by adding after the word "citizens",
in the fourth line of subsection 1, the
words "of full age";

b. by replacing subsection 2 by the fol-
lowing:

Nomina-
tion.

"2. Le ministre nomme comme membres du conseil d'arbitrage la personne qui lui est suggérée, dans les dix jours de sa demande, par les employés parties au différend et la personne qui lui est suggérée, dans le même délai, par le patron également partie au différend. Le ministre peut désigner d'office et nommer une personne pour agir comme membre du conseil d'arbitrage lorsque la partie intéressée ne lui a pas fait de suggestion dans le délai prescrit.

Troisième
arbitre.

Les deux membres nommés en vertu de l'alinéa précédent doivent, dans les cinq jours de leur nomination ou, s'ils ont été nommés à des dates différentes, dans les cinq jours de la dernière nomination, suggérer au ministre une personne impartiale et compétente pour agir comme troisième membre et président du conseil d'arbitrage.";

c) en ajoutant après le mot "nomme", dans la deuxième ligne du paragraphe 3, les mots "membre et".

S.R.,
c. 167,
a. 25,
remp.
Sentence.

4. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"25. Le conseil d'arbitrage doit procéder à l'instruction du différend et rendre sa sentence avec toute la diligence possible, mais au plus tard dans les trois mois de la date de la nomination de son président.

Délai.

Si le conseil d'arbitrage le lui demande, en raison de la nature et des circonstances particulières du différend, le ministre peut accorder, s'il le juge dans l'intérêt de la justice et des parties, un délai supplémentaire qui ne doit pas excéder le délai suggéré par le conseil d'arbitrage.

Sentence
écrite.

La sentence est écrite et signée par la majorité des membres du conseil; elle doit être remise au ministre du travail, qui la dépose dans les archives de son département."

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"2. The Minister shall appoint as member of the council of arbitration the person recommended to him, within the ten days of the request, by the employees party to the dispute and, within the same delay, the person recommended to him by the employer also party to the dispute. The Minister may of his own accord designate and appoint any person to act as member of the council of arbitration when the interested party has not made any recommendation within the prescribed delay.

The two members appointed under the preceding paragraph shall, within the five days following their appointment or, if appointed at different dates, within five days from the date of the last appointment, recommend to the Minister an impartial and competent person to act as third member and president of the council of arbitration.";

c. by adding after the words "appoint as", in the second line of subsection 3, the words "member and".

4. Section 25 of the said act is replaced by the following:

"25. The council of arbitration shall proceed with the inquiry into the dispute and render its decision with all possible dispatch, but at the latest within the three months from the date of the appointment of its president.

If the council of arbitration so requests, on account of the nature and the particular circumstances of the dispute, the Minister may, if he deems it in the interest of justice and of the parties, grant a supplementary delay which shall not exceed the delay suggested by the council of arbitration.

The decision shall be written and signed by the majority of the members of the council; it shall be remitted to the Minister of Labour who shall deposit same in the archives of his department."

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Appoint-
ment.

Third ar-
bitrator.

R.S.,
c. 167,
s. 25, re-
placed.
Decision.

Delay.

Written
decision.

Coming
into force.